

laissé entendre qu'il avait lui-même si bien endoctriné la nation quant aux méfaits des députés de l'opposition qu'il trouverait bien difficile de faire oublier ses enseignements dans le cours d'une seule campagne électorale. Ils lui ont signalé que par sa manière d'agir pendant de longues années, il avait vigoureusement condamné la conduite de ceux pour qui il sollicitait maintenant une mise à l'épreuve équitable; l'honorable député a répondu que dans le temps l'esprit de parti était très fort, qu'il tenait à démontrer que le parti d'opposition était dans l'erreur mais qu'il s'était rendu compte depuis que le diable n'est pas aussi terrible qu'on l'a décrit et qu'effectivement s'il a quelque chose de diabolique c'est à la manière d'un brave type. (*Rire*) Pour sa part, le ministre des Travaux publics ne l'a pas convaincu; il ne connaît aucune raison de croire que son jugement soit plus valable aujourd'hui qu'il ne l'a été à l'époque. Au contraire, il se peut fort bien que sa manière de voir soit quelque peu influencée par les circonstances dans lesquelles il se trouve et que son jugement d'une autre époque soit effectivement celui auquel l'on doit faire confiance. Par ailleurs, dans l'ouest du Dominion, le ministre de la Justice, sir John A. Macdonald, a parcouru le pays et au cours de ses pégrinations, il n'était pas seul. Il était accompagné d'une ombre, longue et mince comme doit l'être le profil d'une ombre—qui le suivait pas à pas, faisait écho à chacune de ses paroles et applaudissait toutes ses déclarations. Ces deux hommes qui, pendant vingt ans, avaient siégé des côtés opposés de la Chambre et dont l'opposition l'un à l'autre n'avait jamais cessé—pas même au cours de la trêve qui avait marqué la mise en train de la Confédération—étaient devenus des alliés. La longue inimitié du clan Macdonald avait pris fin. Le chef du gouvernement d'Ontario s'était réconcilié avec son chef, le premier ministre du Canada, et une alliance tant sur le plan offensif que défensif avait été nouée entre grands et petits potentats en vue de gagner les élections en Ontario au profit de grandes et petites coalitions. L'un des premiers fruits de cette alliance fut la conversion de l'honorable député de Brant-Sud. Après avoir fait allusion à la soudaineté de cette conversion et à d'autres combinaisons bizarres qui se sont produites au cours de la campagne, telle la visite de M. McDougall et de M. M. C. Cameron à Durham pour lui (M. Blake) faire opposition, il affirme que les tactiques qu'il a mentionnées, la manière dont les élections ont été tenues, la séquence chronologique dans laquelle elles se sont déroulées, les pressions et l'influence dont elles ont fait l'objet ont sans doute produit un triomphe—non pas pour le ministre des Travaux publics et de ses amis—

mais pour le ministre de la Justice, car les députés d'Ontario qui siègent à la Chambre comme appuis du Gouvernement appuient le ministre de la Justice et assurément pas le ministre des Travaux publics qui n'a pas, croit-il, un seul appui parmi tous les députés. Les députés d'en face ont connu un triomphe, certes, mais non sans avoir porté une rude atteinte à la modalité politique de la nation. Par suite des machinations montées lors du dernier scrutin, il existe aujourd'hui passablement de confusion au sein de la Chambre. La tradition veut que les premières banquettes de son côté de la Chambre soient réservées à l'opposition, mais voici que nous voyons les députés de Cornwall et de Brant-Sud assis aux côtés de leurs adversaires lors du dernier scrutin. Il est difficile dans ce contexte de discerner les députés ministériels de ceux de l'opposition. Il espère connaître de ces députés eux-mêmes quelle est leur position—afin qu'il sache, ainsi que ses collègues, s'ils sont entourés d'amis ou d'ennemis. (*Très bien. Très bien*) Le gouvernement fait face à la Chambre dans des conditions différentes de celles dans lesquelles les élections se sont déroulées. Deux membres du gouvernement ont remis leur démission. L'honorable député qui a démissionné comme ministre des Finances a occupé ce poste pendant plusieurs années. Au cours de cette période il a orienté la politique financière du pays selon des principes tantôt protectionnistes, tantôt libre-échangistes dont le seul élément persistant paraît avoir été une augmentation des dépenses et de la dette jusqu'à ce que, à la fin, comme un feu follet qui nous a conduits dans une fondrière, l'honorable ministre nous ait abandonnés dans la pire situation que l'on puisse imaginer, quitte à nous en tirer comme nous le pourrons. En ce qui touche la cause immédiate de la démission du ministre des Finances, il ne veut nullement l'accuser d'avoir conspiré en vue de faire tomber la *Commercial Bank*, mais il le tient incontestablement responsable de l'adoption de la loi qui a rendu cette éventualité non seulement possible mais probable, en conférant à une banque un intérêt qui dérogeait aux intérêts d'autres institutions bancaires et lui donnait le pouvoir d'établir plus ou moins ses propres règles de conduite; cet état de choses a inévitablement laissé croire que l'élément de sécurité qui existait auparavant en ce que toutes les institutions étaient largement solidaires de leur sort collectif, et que de toute nécessité il y avait action concertée, compréhension et entraide à l'endroit d'une institution qui se trouvait temporairement en difficultés, avait disparu. L'ancien ministre des Finances, mais non pas lui seul, est directement responsable de cette perte de confiance. C'était là l'un des résultats de l'ancienne